

Conservation de l'énergie

● (2040)

Il est nécessaire de se replacer dans le contexte. Pendant des jours, les leaders parlementaires ont tenu des réunions ultra-secrètes. Les porte-parole des partis ont reçu des messages. On nous a dit à tous que nous aurions le document à 6 heures, si nous retournions à nos bureaux sans le montrer à personne. On a même enfermé la presse à 6 heures trente. Non seulement nous avons dû lire le document, mais, par-dessus le marché, nous avons raté notre dîner. Tout cela, ce noble effort de démocratie parlementaire appliquée, pour cette déclaration!

J'avais compris que, si nous avons dû attendre à 8 heures et être tenus au secret pendant ces heures critiques, c'est que la bourse n'oserait pas entendre cette déclaration en fin de journée. Je vois déjà d'ici le gouffre où tomberont demain matin les actions des sociétés canadiennes de papier quand on saura que le ministre a annoncé une économie de papier dans les services de l'État. Vous auriez dû voir ce qu'il nous a fait distribuer lorsque nous sommes entrés dans la salle ce soir. Il ne nous a même pas fait la faveur de respecter le principe de la conservation en nous remettant du papier qui puisse servir une deuxième fois.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): J'ai jeté un coup d'œil sur tous les postes fiscaux. Il songe peut-être à taxer les climatiseurs d'air. Je ne vois pas une seule société inscrite aux Bourses de New York, de Toronto, de Montréal ou de Vancouver...

Une voix: Et de Tokyo.

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): ... et de Tokyo. Pas une ne verra changer sa valeur d'un cent à la suite de cette déclaration, et pourtant le gouvernement nous convoque ici dans une grande mise en scène. La tribune de la presse est remplie de journalistes qui sont venus entendre des paroles importantes pour les répandre dans tout le pays. Cette déclaration a fait de notre assemblée la risée non pas du Canada, mais du monde entier.

Des voix: Bravo!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): La conservation est et a toujours été nécessaire dans le monde entier, mais la conservation n'est pas une affaire d'études et de considérations interminables. En termes concrets, la conservation, c'est la meilleure utilisation des richesses naturelles. Le Canada dispose d'une telle variété de ressources, renouvelables ou non, que nous pouvons les faire fructifier, les économiser et les utiliser le mieux possible.

Bien sûr, nous pouvons diminuer notre consommation, sans en souffrir aucunement, en réduisant de 1 p. 100 le taux de croissance, mais voici les faits. Si l'on examine nos prévisions budgétaires et nos comptes publics, on constate que nous affectons des crédits à la recherche de nouvelles ressources renouvelables et non polluantes. Nous y consacrons près de \$200,000 par an. Nous dépenserons 1 million pour dire à nos enfants qu'ils feraient mieux d'éteindre les lumières. De même, aux États-Unis, le gouvernement a annoncé, il y a deux ans, un programme de 20 milliards réparti sur 10 ans, soit 2 milliards par année.

Voyons à la page 5 du rapport ce que nous allons faire pour égaliser les efforts des Américains. Nous allons «établir un Office de recherche et de développement énergétiques chargé d'étudier, d'évaluer et de coordonner les travaux du gouvernement fédéral en matière de recherche et de développement énergétiques». En plus de la tâche qui incombe

[M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain).]

à l'Énergie atomique, quel effectif nous faudra-t-il pour surveiller la dépense de \$200,000 par année?

A la page 6, le ministre affirme que nous allons: «établir un Bureau de la conservation de l'énergie au sein de mon ministère, qui soit chargé d'élaborer et de recommander un programme de conservation de l'énergie et de coordonner les initiatives de toutes les institutions et autorités qui ont des responsabilités en matière de conservation». Je le répète, madame l'Orateur, c'est une farce monumentale.

Je ne suis pas de ceux qui font l'éloge de nos voisins du Sud. En amorçant sa déclaration le ministre a déclaré que personne ne pouvait prévoir, il y a deux ans, qu'il y aurait pénurie. Bonté divine, n'est-il pas assez instruit pour savoir que les experts de nos ministères et du département de l'Intérieur des États-Unis s'efforcent depuis 22 ans de mettre en garde les Nord-Américains que la pénurie nous menaçait? Qu'est-ce qu'on peut bien enseigner dans les universités de nos jours? En tous cas, certainement pas à lire.

Dites ce que vous voudrez des Américains, mais quand ils ont vu qu'il y aurait une crise, au moment du «black-out» de New-York en 1970 et de l'essor démographique qui s'ensuivit, ils se sont mis immédiatement au travail. Ils ont mis sur pied l'équipe qui a envoyé des Américains dans l'espace et sur la lune. Le groupe de la NASA a fait une série d'études. Le rapport que j'ai daté de deux ans, et, cependant, il renferme déjà des programmes des dates et des coûts précis.

Ce qui tourmente les Américains en ce moment, ce n'est pas l'idée d'instituer une étude, c'est plutôt de constater que certains de ces programmes auxquels ils songent vont coûter très cher au pays en raison du coût élevé de l'énergie. Ils ont dû modifier leur politique étrangère depuis la semaine dernière. Au lieu d'essayer par tous les moyens possibles de persuader les pays de forcer les Arabes à accepter pour leur pétrole des prix raisonnables sur les marchés mondiaux, ils demandent à leurs alliés de souscrire à un programme visant à obtenir un prix mondial élevé afin d'être sûrs, s'ils décident de mettre en œuvre ces programmes de mise en valeur du pétrole, d'avoir la sécurité et de maintenir leurs prix au lieu de soutenir la concurrence en raison d'une baisse des prix mondiaux.

Ce que j'essaie de dire est bien simple. Comme le ministre l'a fait remarquer, nous avons la bonne fortune et la chance de posséder des ressources abondantes. Nous n'avons pas eu autant que nos voisins du sud l'occasion de gaspiller nos ressources. Nous les avons vus depuis 50 ans gaspiller leurs ressources et fermer leurs portes aux nôtres. Maintenant, nous avons les ressources. La question qui se pose est de savoir les utiliser au mieux.

Il existe de nombreuses manières d'économiser dans le sens où le ministre l'entend. Il va réduire la vitesse des véhicules appartenant au gouvernement fédéral à 55 milles à l'heure et il va demander aux gouvernements provinciaux de le faire pour les leurs. Voilà une mesure d'économie. Une mesure analogue est déjà en vigueur aux États-Unis. Je me contente de signaler que tous ces moyens auraient pu être employés depuis tout ce temps.

Je suis convaincu que, si le gouvernement montre clairement, en faisant preuve d'autorité, qu'il veut que les Canadiens économisent, ils le feront. Ils vont collaborer. Allons-y, c'est tout ce que je demande au gouvernement.

Le ministre a le culot de dire que le deuxième point consiste à consulter les provinces. Nom de Dieu! S'il y a quelqu'un qui a essayé délibérément de faire la guerre aux Arabes aux yeux bleus de l'Alberta, c'est bien lui. On ne